



Grenoble renouvelle son engagement contre la retraite à 64 ans

Suite à une décision du tribunal administratif, la banderole à l'entrée de l'Hôtel de Ville doit être retirée. Son installation faisait suite à un vœu du Conseil municipal demandant notamment au gouvernement de renoncer à sa proposition de réforme, le 13 mars dernier. La Ville prend acte de cette décision en référé et se défendra au fond.

Pierre Mériaux, Adjoint au Personnel, au Dialogue social et à l'Immobilier municipal, déclare : « *La réforme des retraites imposée par le gouvernement est injuste, sexiste, à contre-sens de l'histoire. Des mesures permettant un pays plus égalitaire existent pourtant : taxation des super-profits, égalité salariale femmes/hommes, augmentation des salaires, rétablissement de l'ISF...*

Mais cette réforme aurait aussi un coût très élevé pour les employeurs : à la Ville de Grenoble, nous comptons environ 4000 agent-es. Parmi eux, les agent-es âgé-es de 60 ans et plus sont 24% plus malades que la moyenne, 80% plus susceptibles d'avoir des accidents du travail, et 231% en maladie longue durée! Déjà 15,75% des agents partant en retraite depuis 2020 le font pour invalidité, avec une carrière souvent incomplète, donc une pension minorée.

C'est pourquoi nous maintenons, comme 70% de Français-es et 92% des actifs et actives, que ces 2 ans de plus restent 2 ans de trop.

Les partisans du projet de régression sociale du gouvernement devront assumer que tout allongement de la carrière créera des trappes à pauvreté et des situations sociales difficiles. Quand une représentante du parti présidentiel s'échine à faire retirer un affichage rappelant notre devoir de solidarité, nous soulignons que les inégalités se creusent, plongeant toujours un peu plus de Français-es dans la précarité et la misère. Qu'attend le gouvernement pour écouter la population, au lieu d'essayer de la faire taire par tous les moyens à sa disposition ?»